cnccfp
Commission nationale
des comptes de campagne
et des financements politiques

Décision du 15 juillet 2026

Décision

relative au compte de campagne de
Mme Nadia CHAHBOUNE, tête de liste,
Élection municipale générale
des 15 mars 2026 et 22 mars 2026

Circonscription : La Courneuve (Seine-St-Denis)

LA COMMISSION NATIONALE DES COMPTES DE CAMPAGNE ET DES FINANCEMENTS POLITIQUES

AU VU DES TEXTES ET DOCUMENTS SUIVANTS

- le code électoral et notamment les articles L. 52-11-1 et L. 52-15 ;
- le compte de campagne de la candidate tête de liste, déposé le 20 mai 2026 ;
- les pièces justificatives fournies par la candidate tête de liste ;
- la requête n° 2607070-10 déposée contre l'élection devant le tribunal administratif de Montreuil ;
- les courriers adressés à la candidate tête de liste :
  - lettre n° 72171 LRAR en date du 16 juin 2026 et sa réponse reçue le 29 juin 2026 ;
  - lettre n° 73783 LS en date du 8 juillet 2026 et sa réponse reçue le 9 juillet 2026 ;
- le plafond des dépenses fixé pour la commune à 61 466 euros en ce qui concerne les listes présentes au premier tour.

SE FONDANT SUR CE QUI SUIT

Le compte de campagne fait apparaître un montant de dépenses déclarées de 59 491 euros et un montant de recettes déclarées de 59 537 euros dont 28 127 euros d'apport personnel.

Sur le montant des dépenses électorales et des recettes :

Un montant de 10 600 euros correspondant au local de campagne de la candidate a été payé après le dépôt du compte de campagne. Il y a lieu de requalifier ce montant en concours en nature en dépenses et en recettes et de réduire d'autant le montant du remboursement forfaitaire auquel la candidate a droit.

Il résulte de ce qui précède que le compte de campagne s'établit en dépenses à 59 491 euros, et en recettes à 59 537 euros, dont 18 067 euros d'apport personnel.

... / ...

Sur le montant du remboursement et de la dévolution :

En application des dispositions de l'article L. 52-11-1 du code électoral, le remboursement forfaitaire maximal auquel peut prétendre la candidate est égal au moins élevé des trois montants suivants : 47,50 % du plafond des dépenses applicable, soit 29 197 euros ; montant des dépenses de caractère électoral remboursables, soit 59 491 euros ; montant de l'apport personnel retenu pour le calcul du remboursement et diminué de l'excédent du compte de 46 euros, soit 18 021 euros ; par suite, le montant du remboursement dû par l'État doit être arrêté à la somme de 18 021 euros.

Le compte de campagne présente un solde positif de 46 euros inférieur au montant de l'apport personnel de la candidate. En application des dispositions des articles L. 52-5 et L. 52-6 du code électoral, le solde du compte de campagne n'a pas à faire l'objet d'une dévolution.

... / ...

DÉCIDE :

- Article 1 : le compte de campagne de Mme Nadia CHAHBOUNE, tête de liste, est approuvé après réformation et s'établit comme suit :

en dépenses à 59 491 euros

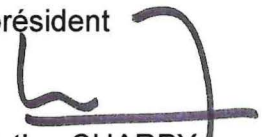
en recettes à 59 537 euros

soit un excédent de 46 euros.

- Article 2 : le montant du remboursement dû par l'État est arrêté à la somme de 18 021 euros.
- Article 3 : il n'y a pas lieu pour la candidate tête de liste de procéder à une dévolution.
- Article 4 : en application des dispositions de l'article L. 52-7-1 du code électoral et sous peine d'encourir les sanctions prévues à l'article L. 113-1 dudit code, la candidate tête de liste devra adresser à la Commission, le cas échéant chaque année et en premier lieu à la date du 22 mai 2027, soit un an après la date limite de dépôt du compte, un état du remboursement de la totalité des prêts qu'elle a contractés auprès de personnes physiques.
- Article 5 : la candidate a bénéficié d'un ou plusieurs prêts d'un ou plusieurs partis politiques dont le montant est pris en compte dans le remboursement arrêté par la Commission ; dès lors, la candidate devra justifier auprès de la Commission, le cas échéant, chaque année et en premier lieu à la date du 22 mai 2027, soit un an après la date limite de dépôt des comptes, du remboursement de ce ou ces prêts dans les conditions prévues au contrat.

Délibéré par la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques dans la séance du 15 juillet 2026 où siégeaient M.Christian CHARPY, président, Mme Catherine DÉMIER, vice-présidente, M.Michel DELPUECH, Mme Blandine FROMENT, MM. Patrick GANDIL, Denis JARDEL, Philippe LAGAUCHE, Mmes Francine MARIANI-DUCRAY, Catherine PÉRIN.

Pour la Commission,
Le président



Christian CHARPY